

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 26 janvier 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications", a donné le 8 mars 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 26 januari 2000 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende het opzetten en de exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken", heeft op 8 maart 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS PARTICULIERESExamen du projetIntitulé

Dans la version française du projet, il convient de citer l'arrêté royal du 22 juin 1998 avec son intitulé exact, tel qu'il figure au Moniteur belge avant le dispositif de cet arrêté (1) soit "relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications" et non "relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications". Ce dernier intitulé est, en effet, celui qui figure avant le rapport au Roi relatif à cet arrêté (2).

La même observation vaut en ce qui concerne l'alinéa 8, dans le préambule, ainsi qu'en ce qui concerne le liminaire de l'article 1er, dans le dispositif.

Des observations analogues valant pour le texte néerlandais, il est renvoyé en ce qui concerne ce texte aux observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

(1) Voir Moniteur belge du 24 juillet 1998, p. 24.005.

(2) Voir Moniteur belge du 24 juillet 1998, p. 23.990.

Préambule

Alinéas 1er à 4

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence aux directives transposées par un arrêté dans les visas, cette manière de faire n'est plus d'usage. Actuellement, il y a lieu de préciser que le texte en projet transpose telle directive sous la forme d'un considérant, ou sous la forme d'un article du dispositif (1). Les alinéas 1er à 4 seront, dès lors, omis et le texte en projet sera corrigé en fonction de cette observation et selon le choix effectué par les auteurs du texte en projet.

Par ailleurs, l'article 3 de la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications a été remplacé, et non modifié, par la directive 96/19/CE, de la Commission, du 13 mars 1996.

Enfin, la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil, du 30 juin 1997, relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) a été

(1) La section de législation du Conseil d'Etat, l'a déjà rappelé notamment dans son avis n° L. 29.075/4, donné le 10 mai 1999, sur un projet d'arrêté royal relatif au service de radiomessagerie. Voir également à cet égard le point 8.4. de la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://www.raadvst-consetat.fgov.be>.

modifiée par la directive 98/61/CE, du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 1998.

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 1er)

Les articles 7 et 13 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications ne constituent pas un fondement juridique à l'arrêté en projet. Il convient, dès lors, de ne pas les viser dans cet alinéa.

Alinéa 6 (devenant l'alinéa 2)

Outre les modifications citées, l'article 92bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques a également été modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1999 (1). Il convient, également, de mentionner cette dernière modification.

Alinéa 7

Comme l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées ne constitue pas un fondement juridique au projet et qu'il n'est ni modifié ni abrogé par celui-ci, il n'y a pas lieu de le viser. Cet alinéa sera, dès lors, omis.

(1) Voir Moniteur belge du 14 avril 1999.

Alinéas 8 à 11

Les alinéas 8 à 11 deviennent les alinéas 3 à 6.

Alinéa 7 (nouveau)

Il convient d'ajouter un alinéa afin de viser l'avis de la Commission.

Alinéa 12

Comme l'avis du Conseil d'Etat a été demandé dans un délai ne dépassant pas un mois, il convient de remplacer l'alinéa 12 par deux alinéas nouveaux, devenant les alinéas 8 et 9, rédigés comme suit :

"Vu la délibération du Gouvernement du 14 janvier 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 mars 2000, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

.../...

Dispositif

Article 1er

1. Comme l'article 1er de l'arrêté royal du 22 juin 1998, précité, est divisé en 1° à 7°, il convient de poursuivre la numérotation, en commençant par un 8° et non par un 9°.

2. Ainsi qu'en ont convenu les fonctionnaires délégués, la définition figurant sous le 10° en projet est superflue, dès lors que le "réseau public de télécommunications" est défini à l'article 68, 5°bis, de la loi du 21 mars 1991, précitée, et que le 9° en projet, devenant le 8°, définit la "boucle locale radio".

Quant au 11° en projet, devenant le 9°, il serait de l'accord de ces mêmes fonctionnaires, mieux rédigé comme suit :

"9° station de base : station radioélectrique fixe qui relie par un système de boucle locale radio, un ou plusieurs utilisateurs finals à un réseau public de télécommunications."

Article 2

1. Comme l'arrêté royal du 22 juin 1998 a déjà été cité avec sa date et son intitulé dans la phrase liminaire de l'article 1er, il convient d'écrire "du même arrêté" au

.../...

lieu de "de l'arrêté royal du 22 juin 1998". La même observation vaut pour le paragraphe 2 ainsi qu'en ce qui concerne les articles 3 à 7 du projet.

2. L'article 3 de l'arrêté royal du 22 juin 1998, précité, n'étant pas divisé en paragraphes, il convient de ne pas faire référence à des paragraphes dans le texte en projet. Il convient de faire référence aux alinéas adéquats de cet article.

3. Il est proposé de rédiger la phrase en projet, devenant l'alinéa 4 de l'article 3 de l'arrêté royal du 22 juin 1998, précité, comme suit :

"Les conditions fixées aux alinéas 2 et 3 ne sont pas d'application pour le demandeur dont le réseau public de télécommunications serait composé exclusivement de stations de base.".

4. Dans un arrêté modificatif, il convient de consacrer un article par article à modifier. Au lieu de diviser l'article 2 du projet en deux paragraphes, mieux vaut consacrer un article supplémentaire, relatif à la modification apportée à l'article 27, § 3, de l'arrêté royal du 22 juin 1998, précité. Par ailleurs lorsque plusieurs dispositions d'un texte sont modifiées, il convient de procéder à ces modifications en respectant leur ordre numérique. Mieux vaut faire figurer le paragraphe 2 de l'article 2 du projet, sous la forme d'un article distinct,

.../...

à l'endroit du projet correspondant, dans l'ordre numérique, à la modification de l'article 27 de l'arrêté royal du 22 juin 1998, précité.

5. Enfin, dans le texte en projet, mieux vaut écrire :

"9° les bandes de fréquences (...).".

Article 3

1. Il convient de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"Art. 3. Une sous-section 4, comprenant l'article 6bis rédigé comme suit, est insérée dans la section 2 du chapitre II du même arrêté :".

2. L'article 6bis en projet est ambigu.

Le paragraphe 2 prévoit, en effet, qu'un opérateur qui exploite un site d'antenne doit accorder l'accès à son site à tout opérateur qui se trouverait dans l'impossibilité d'installer une station de base dans la même zone.

Le paragraphe 4 dispose, par contre, que le même opérateur ne peut refuser de négocier avec tout autre opérateur pour le partage de l'utilisation de son site, et qu'il ne peut refuser cet accord "que pour des raisons

.../...

d'ordre technique dûment justifiées et reconnues comme telles par l'Institut" belge des services postaux et des télécommunications.

La question se pose de savoir si ce paragraphe 4 doit être interprété comme imposant à l'opérateur l'obligation de négocier, voire de conclure un accord avec tout autre opérateur demandeur d'une utilisation partagée ou seulement avec ceux qui sont dans l'impossibilité de disposer de leur propre site pour installer leur station de base dans la même zone.

Une remarque similaire a déjà été faite à l'égard de dispositions ayant le même objet dans un projet d'arrêté royal devenu l'arrêté royal du 28 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 (1).

En réponse à l'observation, la disposition en cause (2) a été modifiée, mais sans apporter toute la clarté nécessaire. Le rapport au Roi précédent cet arrêté précise toutefois :

"En ce qui concerne la contradiction apparente relevée par le Conseil d'Etat dans le même article, il convient de confirmer que l'obligation de partage des sites d'antenne n'est imposée que dans les cas où un opérateur de mobilophonie ne parvient pas à obtenir les autorisations requises dans une certaine zone pour ériger une station de base nécessaire à son réseau."

(1) Voir l'avis n° L. 26.923/4, donné le 19 septembre 1997, Moniteur belge du 5 décembre 1997, p. 32.501.

(2) Voir article 6.

Le projet d'arrêté royal relatif au cahier des charges applicable à l'exploitation des services de communications personnelles mobiles par satellite comportait également une disposition similaire à celle du présent projet.

Suite à l'observation du Conseil d'Etat (1), le projet fut modifié en ce sens que l'obligation faite à l'opérateur d'accepter le partage de son site d'antenne, n'est imposée qu'au profit des seuls autres opérateurs qui sont dans l'impossibilité d'installer leur propre site d'antenne dans la même zone.

L'article 6bis du présent projet doit être modifié pour éviter toute ambiguïté.

A l'occasion de cette modification, il y aurait toutefois lieu d'avoir égard à l'article 11 de la directive 97/33/CE, précitée.

Suivant cette disposition les autorités réglementaires nationales doivent encourager le partage des installations "en particulier lorsque d'autres organismes sont privés, au nom d'exigences essentielles, de la possibilité de recourir à des solutions de remplacement viables."

Le projet ne peut donc se limiter à imposer des obligations relatives au partage d'installations dans la seule hypothèse où un autre opérateur se trouve dans

(1) Voir l'avis n° L. 28.424/4, donné le 14 décembre 1998, Moniteur belge du 17 septembre 1999, p. 34763.

l'impossibilité d'installer son propre site dans la même zone, à l'exclusion des hypothèses où cette installation ne serait pas impossible mais seulement trop onéreuse pour être rentable.

Pour assurer une correcte transposition de la directive, il y aurait donc lieu de prévoir, à tout le moins, une obligation de négocier un accord de partage des installations avec tout autre opérateur qui n'aurait pas d'autre possibilité "viable" d'installer ses propres antennes.

Dans l'hypothèse où les opérateurs ne pourraient aboutir à un accord, ils auraient l'un et l'autre la possibilité de saisir la Chambre pour l'Interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, conformément à l'article 79ter de la loi du 21 mars 1991, précitée.

Compte tenu de cette dernière disposition légale, il ne convient pas de prévoir, comme le fait le paragraphe 4, alinéa 3, en projet que les raisons d'ordre technique pour lesquelles l'opérateur serait autorisé à refuser le partage de son site d'antenne doivent être "reconnues comme telles par l'Institut".

.../...

Article 4

1. Il convient de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"Art. 4. Un article 13bis rédigé comme suit, est inséré dans la section 8 du chapitre II du même arrêté :".

2. Dans l'article 13bis en projet, il n'y a pas lieu de procéder à une division de l'article en paragraphes car aucun de ces derniers ne comporte plus d'un alinéa. La même observation vaut pour l'article 31ter en projet.

3. A l'article 13bis, § 1er, en projet, de l'accord des fonctionnaires délégués, le mot "individuelle" sera omis.

4. Contrairement à ce qui est prévu à l'article 89, § 1er, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991, précitée, pour les services de téléphonie mobile ou de radiomessagerie, l'article 92bis ne prévoit pas le paiement de redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences.

.../...

Un fondement légal pour la perception des redevances prévues par le présent projet peut toutefois être trouvé à l'article 11, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1979, précitée, qui dispose :

"Le Roi fixe le montant des redevances à payer à l'Institut par les demandeurs et titulaires des autorisations visées à l'article 3, § 1er, pour couvrir les dépenses résultant du contrôle du respect de leurs obligations et des conditions imposées à leurs stations et réseaux de radiocommunication ainsi que pour leur mise à disposition d'une ou plusieurs fréquences et le droit de les utiliser."

Cette disposition ne peut toutefois servir de fondement légal à la surtaxe de deux pour cent réclamée au-delà du taux d'intérêt légal en cas de non-paiement des redevances (1).

5. Les montants qui figurent à l'article 13bis, § 1er (devenant l'alinéa 1er) en projet, semblent difficilement se prêter au mécanisme d'indexation établi à l'article 14 de l'arrêté royal du 22 juin 1998, précité, dont le paragraphe 2 prévoit en sa dernière phrase que "les montants sont arrondis à la centaine de francs supérieure.". Sans doute conviendrait-il d'adapter le mécanisme d'indexation aux chiffres prévus dans l'article 13bis, § 1er, en projet ?

(1) Voir, dans le même sens, à propos des droits requis pour l'utilisation de capacité de numérotation, l'avis n° L. 26.589/4, donné le 29 septembre 1997, sur un projet d'arrêté royal, devenu l'arrêté royal du 10 décembre 1997 relatif à la gestion du plan de numérotation.

6. Il convient d'écrire "francs" au lieu de "BEF", à l'instar de la formulation utilisée dans l'arrêté royal du 22 juin 1998, précité.

Articles 5 et 7

1. Le chapitre IIIbis que le projet tend à insérer dans l'arrêté royal du 22 juin 1998, précité, porte sur la procédure d'attribution des fréquences.

Dans son avis du 13 octobre 1999 sur le présent projet, la Commission européenne observe, notamment :

"La Commission n'est pas en mesure d'apprécier quelles sont les fréquences disponibles en Belgique pour ce type de services. Le présent commentaire se limite donc à l'examen du caractère ouvert, non discriminatoire et transparent de la procédure.

En ce qui concerne l'exigence de non-discrimination, nous avons relevé deux éléments dans le projet qui, à notre avis, pourraient poser problème. Tout d'abord, un des critères de sélection est le montant des investissements réalisés ou prévus par le demandeur. A cet égard, il n'est pas clair s'il s'agit uniquement d'investissements en technologie radio pour la boucle locale. S'il devait être tenu compte d'investissements dans d'autres infrastructures et en particulier dans des infrastructures potentiellement concurrentes, ce critère pourrait pénaliser les opérateurs qui voudraient se spécialiser dans l'exploitation de la boucle locale radio. Il conviendrait donc de s'assurer que seuls les investissements pertinents seront pris en compte lors de l'évaluation des offres.

.../...

Par ailleurs, le projet actuel ne prévoit pas la promotion de la concurrence dans la boucle locale comme critère de sélection. Or, si des fréquences réservées à l'établissement de boucles locales radio étaient attribuées à l'opérateur historique ou à des opérateurs de réseaux de câblo-distribution aux dépens d'offres par ailleurs sérieuses ou valables de nouveaux entrants ne possédant pas d'infrastructures leur permettant d'accéder à l'utilisateur final, la concurrence potentielle dans les zones concernées s'en trouverait limitée. Le critère de non-discrimination doit être interprété comme permettant de traiter de manière différente des opérateurs appartenant à des catégories différentes lorsqu'une telle différence de traitement est objectivement justifiée. Compte tenu du fait que la boucle locale radio est une alternative aux boucles locales filaires existantes, il y aurait une justification objective pour donner priorité à des nouveaux entrants ne possédant pas de telles boucles locales par rapport à des opérateurs qui en possèdent dans la zone concernée."

Si le projet a visiblement voulu tenir compte du premier aspect de l'observation en ne retenant comme critère de sélection que les investissements en relation avec la technologie des "boucles locales radio", par contre, il ressort de la première phrase de l'article 31quinquies, § 1er, en projet, que ces critères de sélection n'interviendront que dans l'hypothèse où plusieurs demandes sont introduites le même jour.

Par conséquent, la première règle d'attribution des fréquences est celle du "premier arrivé, premier servi". Une telle règle ne semble pas satisfaire au critère de non-discrimination, en tout cas dans l'interprétation qu'en donne la Commission européenne, dans la mesure où une telle

.../...

règle serait défavorable aux nouveaux entrants sur le marché (1).

2. Il importe, en tout cas, de revoir la procédure de manière telle que tous les opérateurs qui souhaiteront, dès l'entrée en vigueur du présent projet ou lorsque de la capacité supplémentaire dans les bandes de fréquences concernées sera libérée, obtenir des fréquences pour établir des "boucles locales radio" soient mis en concurrence de manière transparente et non-discriminatoire.

(1) Voir dans le même sens, R. Queck, D. Carneroli, F. de la Vallée, P. de Loch, L. Lecocq, E. Vegis, Audit du nouveau cadre réglementaire belge des télécommunications - Application et problèmes subsistants, <http://www.droit.fundp.ac.be/textes/audittelecom.pdf> :

"En matière de boucle locale radio, l'établissement de la pratique du "premier venu, premier servi" entraîne un problème de discrimination entre les réseaux déjà existants et d'éventuels entrants sur le marché. Si conformément à la directive 97/13/CE, une limitation du nombre d'autorisations peut être réalisée en relation avec la rareté des fréquences, de facto on peut considérer qu'un véritable cadenas du marché se crée peu à peu, entraînant une distorsion du droit de la concurrence.

Reste à savoir également si cette pratique d'allocation des fréquences peut être considérée comme un critère objectif sur lequel doit être fondée la désignation des fréquences pour les services de communications spécifiques(article 3ter de la directive 96/2/CE).".

.../...

A cet effet, le projet doit être revu pour fixer une date à laquelle devront être introduites toutes les demandes de fréquence pour la "boucle locale radio"; cette date sera suffisamment éloignée de la publication de l'arrêté en projet pour permettre à toutes les personnes souhaitant obtenir des fréquences d'introduire leur demande en connaissance de cause.

Les critères de sélection, qui départageront les demandes valablement introduites à cette date en cas d'insuffisance de fréquences pour satisfaire la totalité de la demande, devront être décrits de manière plus précise (1).

S'il peut être admis que la "méthodologie détaillée de classement des demandes" soit, comme le prévoit l'article 7 du projet, déléguée au ministre, pour autant que les éléments essentiels soient fixés dans le présent projet, par contre, il ne peut être admis que cette méthodologie ne fasse pas l'objet d'un arrêté ministériel publié au Moniteur belge. La confidentialité que prévoit l'article 7 ne se justifie absolument pas et est en totale contradiction avec les règles constitutionnelles et légales qui garantissent la

(1) Ainsi, par exemple, l'article 31quinquies, § 1er, alinéa 2, en projet ne précise pas si les investissements sont évalués en fonction de leur quantité physique ou de leur coût, ni si les demandes seront classées en fonction du nombre des stations de base dont l'installation est envisagée ou de la superficie qu'elles couvrent.

publicité de l'administration, ainsi qu'avec la réglementation européenne pertinente (1).

Par ailleurs, lorsque, comme le prévoit, de manière peu claire, l'article 31sexies en projet, une capacité supplémentaire de fréquences peut être offerte aux opérateurs, il y a lieu de prévoir qu'une procédure d'attribution de ces fréquences sera ouverte et annoncée par une publicité adéquate, de manière à permettre à tous les demandeurs potentiels d'être mis en concurrence de la même manière que lors de la première attribution de fréquences.

3. Enfin, l'article 31septies, en projet, prévoit un allongement de trois mois de la procédure de demande d'une licence pour exploiter un réseau public de télécommunications lorsqu'une attribution de fréquence est sollicitée.

Actuellement l'article 28 de l'arrêté royal du 22 juin 1998, précité, prévoit un délai de 120 jours entre le moment de l'introduction de la demande et la décision du ministre d'accorder ou non l'autorisation d'établir et d'exploiter un réseau public de télécommunications.

(1) Voir notamment les articles 9, paragraphe 2 et 10 de la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications.

L'arrêté en projet porte donc ce délai à 7 mois lorsque le demandeur sollicite une capacité dans les bandes de fréquence.

Ainsi que l'observe la Commission européenne, de tels délais ne sont pas conformes à ceux prévus par l'article 9, paragraphe 2, de la directive 97/13/CE, précitée, qui dispose :

"(...) Lorsqu'un Etat membre a l'intention d'octroyer des licences individuelles :

- (...)

- il fixe des délais raisonnables; il doit notamment informer le demandeur de sa décision, aussitôt que possible, mais au plus tard six semaines après la réception de la demande. Dans les dispositions qu'ils adoptent pour mettre en oeuvre la présente directive, les Etats membres peuvent porter ce délai à quatre mois au plus dans des cas objectivement justifiés, expressément définis dans lesdites dispositions. Dans le cas, notamment, de procédures d'appel d'offres comparables, les Etats membres peuvent proroger ce délai de quatre mois supplémentaires au plus. Ces délais doivent être fixés sans préjudice de tout accord international applicable en matière de coordination internationale des fréquences et des satellites."

Article 6

Mieux vaut rédiger la phrase liminaire comme suit :

"Art. 6. Un point 9, rédigé comme suit, est inséré dans l'annexe au même arrêté :".

.../...

Article 9

Il convient de mentionner en termes généraux le ministre auquel la disposition exécutoire donne délégation. Cet article doit, dès lors, être rédigé comme suit :

"Notre Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.".

OBSERVATIONS FINALES

L'article 2, paragraphe 4, de la directive 90/388/CE de la Commission, du 28 juin 1990, précitée, prévoit également que "Les Etats membres communiquent à la Commission les critères sur lesquels les licences, les autorisations générales et les procédures de déclaration sont fondées ainsi que les conditions y afférentes.".

On veillera à se conformer à cette disposition de la directive lorsque le texte définitif aura été adopté.

D'une façon générale, la rédaction du texte néerlandais du projet n'a pas été soignée. A cet égard, il est renvoyé aux observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

In de Nederlandse tekst van het ontwerp dient van het koninklijk besluit van 22 juni 1998, naast de datum ook het juiste opschrift te worden vermeld, namelijk "betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken", zoals het voorkomt in het achtste lid van de aanhef en zoals het in het Belgisch Staatsblad is vermeld vóór het dispositief van dat besluit (1) en vóór het verslag aan de Koning betreffende dat besluit (2).

Deze opmerking geldt ook voor de inleidende zin van artikel 1 van het dispositief.

Ook in de Franse tekst van het ontwerp dient van het voornoemde koninklijk besluit van 22 juni 1998 het juiste opschrift te worden vermeld, zoals het in het Belgisch Staatsblad is vermeld vóór het dispositief van dat besluit, namelijk "relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications" en niet "relatif aux conditions d'établissement et de

(1) Zie het Belgisch Staatsblad van 24 juli 1998, blz. 24.005.

(2) Zie het Belgisch Staatsblad van 24 juli 1998, blz. 23.990.

l'exploitation de réseaux publics de télécommunications", welk opschrift vermeld is vóór het verslag aan de Koning betreffende dat besluit.

Deze opmerking geldt ook voor het achtste lid van de aanhef en voor de inleidende zin van artikel 1 van het dispositief.

Aanhef

Eerste tot vierde lid

Vroeger werd weliswaar naar de richtlijnen die bij een besluit werden omgezet, verwezen met een lid dat begon met "Gelet op"; dat is nu echter niet meer gebruikelijk. Thans dient in de vorm van een overweging, of in de vorm van een artikel in het dispositief, te worden gesteld dat de ontworpen regeling die bepaalde richtlijn omzet (1). Het eerste tot het vierde lid moeten derhalve vervallen en de ontworpen tekst moet in het licht van deze opmerking en naar de keuze van de initiatiefnemers van de ontworpen regeling verbeterd worden.

(1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft daarop reeds gewezen, inzonderheid in advies L. 29.075/4, dat zij op 10 mei 1999 heeft gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de semafoondienst. Zie in dit verband eveneens punt 8.4. van de circulaire betreffende de wetgevingstechniek, die bekendgemaakt is op de website van de Raad van State, namelijk : <http://www.raadvst-consetat.fgov.be>.

Voorts dient in de Franse tekst te worden aangegeven dat artikel 3 van richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten niet gewijzigd is maar vervangen bij richtlijn 96/19/EG van de Commissie van 13 maart 1996.

Ten slotte is richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP) gewijzigd bij richtlijn 98/61/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 september 1998.

Vijfde lid (dat het eerste lid wordt)

De artikelen 7 en 13 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving leveren geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. In dit lid behoort dan ook niet naar die artikelen te worden verwezen.

Zesde lid (dat het tweede lid wordt)

Artikel 92bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is niet alleen bij de vermelde regelingen gewijzigd, doch ook bij het koninklijk besluit van 4 maart

.../...

1999 (1). Ook de laatstgenoemde wijziging behoort te worden vermeld.

Zevende lid

Aangezien het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp en dat besluit daardoor noch gewijzigd noch opgeheven wordt, dient niet naar dat koninklijk besluit te worden verwezen. Dit lid behoort dan ook te vervallen.

Achtste tot elfde lid

Het achtste tot het elfde lid worden het derde tot het zesde lid.

Zevende lid (nieuw)

Er behoort een lid te worden toegevoegd waarin naar het advies van de Commissie wordt verwezen.

(1) Zie het Belgisch Staatsblad van 14 april 1999.

Twaalfde lid

Aangezien de Raad van State verzocht is om binnen een termijn van ten hoogste één maand advies te verstrekken, dient het twaalfde lid te worden vervangen door twee nieuwe leden, die het achtste en het negende lid worden :

"Gelet op het besluit van de Regering van 14 januari 2000 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 maart 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

DispositiefArtikel 1

1. Aangezien artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit van 22 juni 1998 onderverdeeld is in de onderdelen 1° tot 7°, dient die nummering te worden voortgezet te beginnen met onderdeel 8° en niet met onderdeel 9°.

2. De gemachtigde ambtenaren hebben toegegeven dat de definitie opgenomen in het ontworpen onderdeel 10° overbodig is, aangezien het "openbaar telecommunicatienet" gedefinieerd is in artikel 68, 5°bis, van de voormelde wet van 21 maart 1991, en de "vaste lokale radioverbindingen"

.../...

gedefinieerd worden in het ontworpen onderdeel 9°, dat onderdeel 8° wordt.

Voorts zijn diezelfde gemachtigde ambtenaren het ermee eens dat het ontworpen onderdeel 11°, dat onderdeel 9° wordt, beter als volgt zou worden gesteld :

"9° basisstation : vast radio-elektrisch station dat door middel van vaste lokale radioverbindingen een of meer eindgebruikers verbindt met een openbaar telecommunicatienet.".

Artikel 2

1. Aangezien reeds in de inleidende zin van artikel 1 naar het koninklijk besluit van 22 juni 1998 is verwezen met opgave van de datum en het opschrift ervan, dient "van hetzelfde besluit" te worden geschreven in plaats van "van het koninklijk besluit van 22 juni 1998". Deze opmerking geldt eveneens voor paragraaf 2 en voor de artikelen 3 tot 7 van het ontwerp.

2. Aangezien artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 22 juni 1998 zelf niet in paragrafen is onderverdeeld, behoort in de Franse tekst van het ontwerp te worden verwezen naar de passende leden van dat artikel, niet naar paragrafen in dat artikel.

.../...

3. Er wordt voorgesteld de ontworpen zin, die het vierde lid van artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 22 juni 1998 wordt, als volgt te redigeren :

"De voorwaarden gesteld in het tweede en het derde lid zijn niet van toepassing op de aanvrager wiens openbaar telecommunicatienet uitsluitend uit basisstations mocht bestaan.".

4. In een wijzigingsbesluit dient aan elk te wijzigen artikel een afzonderlijk artikel te worden gewijd. In plaats van artikel 2 van het ontwerp te verdelen in twee paragrafen, zou het beter zijn een extra artikel te wijden aan de wijziging die wordt aangebracht in artikel 27, § 3, van het voormelde koninklijk besluit van 22 juni 1998. Voorts dient wanneer verschillende bepalingen van een regeling worden gewijzigd, daarbij de bestaande nummering in acht te worden genomen. Paragraaf 2 van artikel 2 van het ontwerp zou beter een apart artikel worden op de plaats in het ontwerp die volgens de bestaande nummering overeenstemt met de wijziging die in artikel 27 van het voormelde koninklijk besluit van 22 juni 1998 wordt aangebracht.

5. Ten slotte zou de ontworpen tekst beter als volgt worden gesteld :

"9° de frequentiebanden voor vaste lokale radio-verbindingen (...).".

.../...

Artikel 3

1. De inleidende zin zou als volgt moeten worden gesteld :

"Art. 3. In hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde besluit wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, bestaande uit artikel 6bis, luidende :".

2. Het ontworpen artikel 6bis is dubbelzinnig.

Paragraaf 2 bepaalt immers dat een operator die een antennesite exploiteert toegang tot zijn antennesite verleent aan iedere operator die in de onmogelijkheid verkeert om in dezelfde zone een basisstation op te zetten.

In paragraaf 4 daarentegen wordt voorgeschreven dat diezelfde operator niet mag weigeren te onderhandelen met een andere operator over het gedeelde gebruik van zijn site en dat hij het gedeelde gebruik van zijn site alleen mag weigeren "op grond van technische redenen die behoorlijk gerechtvaardigd worden en als dusdanig ... worden erkend door het (Belgisch) Instituut (voor postdiensten en telecommunicatie)".

De vraag rijst of paragraaf 4 moet worden geïnterpreteerd als een verplichting voor de operator om onderhandelingen aan te knopen of zelfs een akkoord te sluiten met welke andere operator ook die om gedeeld gebruik verzoekt of alleen met hen die in de onmogelijkheid verkeren

.../...

om een eigen site te gebruiken voor het opzetten van hun basisstation in dezelfde zone.

De Raad van State heeft reeds een soortgelijke opmerking gemaakt over bepalingen met dezelfde strekking in een ontwerp van koninklijk besluit dat het koninklijk besluit van 28 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten is geworden (1).

Hoewel de bepaling in kwestie naar aanleiding van die opmerking is aangepast (2), is ze ook nu nog niet duidelijk genoeg. In het verslag aan de Koning, dat aan dat besluit voorafgaat, staat echter het volgende :

"In verband met de schijnbare tegenstrijdigheid in hetzelfde artikel waarop de Raad van State gewezen heeft, moet worden bevestigd dat de verplichting tot gezamenlijk gebruik van de antennesites enkel maar wordt opgelegd indien een mobilfoonoperator er niet in slaagt de vereiste vergunningen in een bepaalde zone te bekomen om een basisstation op te richten dat nodig is voor zijn net."

Ook het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het bestek van toepassing op de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten bevatte een soortgelijke bepaling als die van het onderhavige ontwerp.

(1) Zie advies L. 26.923/4, dat op 19 september 1997 is gegeven, Belgisch Staatsblad van 5 december 1997, blz. 32.501.

(2) Zie artikel 6.

Naar aanleiding van de opmerking van de Raad van State (1), werd het ontwerp in die zin gewijzigd dat de operator alleen verplicht is om gedeeld gebruik van zijn antennesite toe te staan ten gunste van die andere operatoren voor wie het onmogelijk blijkt om elders in dezelfde zone een eigen antennesite op te zetten.

Artikel 6bis van het onderhavige ontwerp behoort te worden gewijzigd teneinde elke dubbelzinnigheid te voorkomen.

Bij die wijziging dient echter rekening te worden gehouden met artikel 11 van de voornoemde richtlijn 97/33/EG.

Volgens die bepaling moeten de nationale instanties het gedeelde gebruik van faciliteiten bevorderen "in het bijzonder als de andere organisaties op grond van essentiële vereisten geen toegang tot bruikbare alternatieven hebben."

Bij het ontwerp kunnen dan ook verplichtingen betreffende het gedeelde gebruik van faciliteiten slechts worden opgelegd indien het voor een andere operator onmogelijk blijkt om elders in dezelfde zone zijn eigen site op te zetten en dus niet in de gevallen waarin zulks niet onmogelijk maar wel zo duur zou zijn dat het niet rendabel kan zijn.

(1) Zie advies L. 28.424/4, gegeven op 14 december 1998, Belgisch Staatsblad van 17 september 1999, blz. 34763.

Teneinde ervoor te zorgen dat de richtlijn correct wordt omgezet, behoort dus op zijn minst een verplichting te worden opgelegd om onderhandelingen aan te knopen met het oog op het bereiken van een akkoord betreffende het gedeelde gebruik van faciliteiten met elke andere operator die niet over een andere "bruikbare" (d.i. rendable) mogelijkheid beschikt om zijn eigen antennes op te zetten.

In het geval de operatoren niet tot een akkoord mochten kunnen komen, kan elke betrokken partij de zaak aanhangig maken bij de Kamer voor Interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik, overeenkomstig artikel 79ter van de voormelde wet van 21 maart 1991.

Gelet op laatstgenoemde wetsbepaling is er geen grond om, zoals in de ontworpen paragraaf 4, derde lid, te bepalen dat de redenen van technische aard op grond waarvan de operator gedeeld gebruik van zijn antennesite zou mogen weigeren "als dusdanig door het Instituut (moeten) worden erkend".

Artikel 4

1. De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. In hoofdstuk II, afdeling 8, van hetzelfde besluit wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidende :".

.../...

2. Het ontworpen artikel 13bis behoort niet in paragrafen te worden onderverdeeld, aangezien geen enkele paragraaf uit meer dan één lid bestaat. Deze opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 31ter.

3. De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat in het ontworpen artikel 13bis, § 1, het woord "individueel" dient te vervallen.

4. In tegenstelling tot wat omtrent mobiele telefoondiensten of semafoondiensten bepaald is in artikel 89, § 1, tweede lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991, voorziet artikel 92bis niet in de betaling van rechten voor het gebruik van het radiospectrum en het toezicht op de frequenties.

De rechtsgrond voor de inning van de rechten waarin het onderhavige ontwerp voorziet, kan wel worden gevonden in artikel 11, tweede lid, van de voornoemde wet van 30 juli 1979, dat het volgende bepaalt :

"De Koning stelt het bedrag vast van de rechten die aan het Instituut moeten worden betaald door de aanvragers en titularissen van de vergunningen bedoeld in artikel 3, § 1, om de uitgaven te dekken die voortvloeien uit de controle over de naleving van hun verplichtingen en van de aan hun stations en netten voor radioverbinding opgelegde voorwaarden alsmede voor het te hunner beschikking stellen van één of meer frequenties en het recht deze te gebruiken."

.../...

Die bepaling levert echter geen rechtsgrond op voor de heffingstoeslag van twee procent die bovenop de wettelijke interestvoet wordt geëist als de rechten niet worden betaald (1).

5. De bedragen die worden vermeld in het ontworpen artikel 13 bis, § 1 (dat het eerste lid wordt), lijken moeilijk te kunnen worden gebruikt om het indexeringsmechanisme toe te passen dat vastgelegd is bij artikel 14 van het voormelde koninklijk besluit van 22 juni 1998, waarvan in de laatste zin van paragraaf 2 staat dat "... de bedragen afgerond (worden) tot het hogere honderdtal franken.". Het indexeringsmechanisme dient wellicht te worden aangepast aan de bedragen waarin het ontworpen artikel 13bis, § 1, voorziet.

6. Er dient "frank" te worden geschreven in plaats van "BEF", naar het voorbeeld van de formulering die in het voornoemde koninklijk besluit van 22 juni 1998 gebruikt wordt.

(1) Zie in dezelfde zin, in verband met de rechten die geëist worden voor het gebruik van nummeringscapaciteit, advies nr. L. 26.589/4, gegeven op 29 september 1997, over een ontwerp van koninklijk besluit dat het koninklijk besluit van 10 december 1997 betreffende het beheer van het nummeringsplan geworden is.

Artikelen 5 en 7

1. Hoofdstuk IIIbis, dat door het ontwerp ingevoegd zou worden in het voormelde koninklijk besluit van 22 juni 1998, heeft betrekking op de procedure voor de toewijzing van frequenties.

In haar advies van 13 oktober 1999 over het onderhavige ontwerp wijst de Europese Commissie inzonderheid op het volgende :

"La Commission n'est pas en mesure d'apprécier quelles sont les fréquences disponibles en Belgique pour ce type de services. Le présent commentaire se limite donc à l'examen du caractère ouvert, non discriminatoire et transparent de la procédure.

En ce qui concerne l'exigence de non-discrimination, nous avons relevé deux éléments dans le projet qui, à notre avis, pourraient poser problème. Tout d'abord, un des critères de sélection est le montant des investissements réalisés ou prévus par le demandeur. A cet égard, il n'est pas clair s'il s'agit uniquement d'investissements en technologie radio pour la boucle locale. S'il devait être tenu compte d'investissements dans d'autres infrastructures et en particulier dans des infrastructures potentiellement concurrentes, ce critère pourrait pénaliser les opérateurs qui voudraient se spécialiser dans l'exploitation de la boucle locale radio. Il conviendrait donc de s'assurer que seuls les investissements pertinents seront pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Par ailleurs, le projet actuel ne prévoit pas la promotion de la concurrence dans la boucle locale comme critère de sélection. Or, si des fréquences réservées à l'établissement de boucles locales radio étaient attribuées à l'opérateur historique ou à des opérateurs de réseaux de câblo-distribution aux dépens d'offres par ailleurs sérieuses ou valables de nouveaux entrants ne possédant pas d'infrastructures leur permettant

.../...

d'accéder à l'utilisateur final, la concurrence potentielle dans les zones concernées s'en trouverait limitée. Le critère de non-discrimination doit être interprété comme permettant de traiter de manière différente des opérateurs appartenant à des catégories différentes lorsqu'une telle différence de traitement est objectivement justifiée. Compte tenu du fait que la boucle locale radio est une alternative aux boucles locales filaires existantes, il y aurait une justification objective pour donner priorité à des nouveaux entrants ne possédant pas de telles boucles locales par rapport à des opérateurs qui en possèdent dans la zone concernée."

Al is het duidelijk de bedoeling van het ontwerp geweest rekening te houden met het eerste aspect van deze opmerking door alleen de investeringen die betrekking hebben op technologie voor vaste lokale radioverbindingen als selectie criterium in aanmerking te nemen, toch blijkt uit de eerste zin van het ontworpen artikel 31quinquies, § 1, dat deze selectiecriteria alleen zullen worden gehanteerd ingeval op dezelfde dag verschillende aanvragen worden ingediend.

Bijgevolg geldt in de eerste plaats als regel voor de toewijzing van frequenties dat "die eerst komt, eerst maalt". Zo een regel lijkt niet in overeenstemming met het criterium van non-discriminatie, althans volgens de uitlegging die de Europese Commissie aan dat criterium geeft, doordat die regel ongunstig zou zijn voor nieuwe marktpartijen (1) .

(1) Zie in dezelfde zin R. Queck, D. Carneroli, F. de la Vallée, P. de Locht, L. Lecocq, E. Vegis, Audit du nouveau cadre réglementaire belge des télécommunications - Application et problèmes subsistants, [http : //www.droit.fundp.ac.be/textes/audittelecom.pdf](http://www.droit.fundp.ac.be/textes/audittelecom.pdf) : "En matière de boucle locale radio, ... (article 3ter de la directive 96/2/CE)".

2. De procedure dient in ieder geval zo te worden herzien dat men alle operatoren die bij de inwerkingtreding van het onderhavige ontworpen besluit of wanneer extra capaciteit in de betrokken frequentiebanden wordt vrijgegeven, frequenties wensen te verkrijgen om "vaste lokale radioverbindingen" op te zetten, op een doorzichtige en niet-discriminerende wijze met elkaar laat wedijveren.

Het ontwerp behoort daartoe te worden herzien teneinde een datum vast te leggen waarop alle aanvragen voor toekenning van een frequentie voor "vaste lokale radioverbindingen" moeten zijn ingediend; tussen deze datum en de datum van de bekendmaking van het ontworpen besluit behoort voldoende tijd te worden gelaten om eenieder die een frequentie verlangt de mogelijkheid te bieden zijn aanvraag met kennis van zaken in te dienen.

De selectiecriteria, op grond waarvan een keuze zal worden gemaakt uit de aanvragen die op die datum geldig zijn ingediend, ingeval er niet voldoende frequenties voorradig zijn om aan alle aanvragen te voldoen, behoren duidelijker te worden bepaald (1).

(1) Het ontworpen artikel 31quinquies, § 1, tweede lid, bijvoorbeeld, bepaalt niet of de investeringen geëvalueerd worden op grond van hun aantal of hun kostprijs, noch of de aanvragen gerangschikt zullen worden naar gelang van het aantal te installeren basisstations of van de oppervlakte die door die basisstations bestreken zal worden.

De "gedetailleerde methode voor de rangschikking van de aanvragen" mag weliswaar worden overgelaten aan de bevoegdheid van de minister, zoals bepaald wordt in artikel 7 van het ontwerp, mits de hoofdelementen ervan in het onderhavige ontwerp worden vastgelegd, maar er kan niet worden gedoogd dat deze methode niet bij ministerieel besluit zou worden geregeld en niet in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. De vertrouwelijkheid waarvan sprake in artikel 7 kan absoluut niet worden gerechtvaardigd en is volkomen strijdig met de grondwettelijke en wettelijke regels die de openbaarheid van bestuur waarborgen, en met de ter zake dienende Europese regelgeving (1).

Wanneer overigens, zoals niet echt duidelijk in het ontworpen artikel 31sexies wordt gesteld, extra capaciteit ter zake van frequenties aan de operatoren kan worden geboden, behoort te worden bepaald dat er in een procedure voor toekenning van die frequenties zal worden voorzien die voldoende openbaar zal worden gemaakt, teneinde alle potentiële aanvragers de mogelijkheid te bieden om op dezelfde wijze als tijdens de eerste toekenning van frequentiebanden met elkaar te wedijveren.

3. In het ontworpen artikel 31septies tot slot wordt voorzien in een verlenging met drie maanden van de

(1) Zie inzonderheid de artikelen 9, lid 2, en 10 van richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten.

procedure voor de aanvraag van een vergunning voor de exploitatie van een openbaar telecommunicatienet, wanneer om toekenning van een frequentie wordt verzocht.

Thans wordt in artikel 28 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 juni 1998 voorzien in een termijn van 120 dagen tussen het ogenblik waarop de aanvraag wordt ingediend en de beslissing van de minister om al dan niet toestemming te geven voor de aanleg en exploitatie van een openbaar telecommunicatienet.

Het ontworpen besluit brengt die termijn dus op 7 maanden wanneer de aanvrager om capaciteit in de frequentiebanden verzoekt.

Volgens de Europese Commissie stemmen zulke termijnen niet overeen met die gesteld in artikel 9, lid 2, van de voornoemde richtlijn 97/13/EG, dat luidt als volgt :

"(...) Indien een lidstaat voornemens is individuele vergunningen te verlenen :

- (...)

- stelt hij redelijke termijnen vast; de lidstaat dient, onder andere, zo spoedig mogelijk doch niet later dan zes weken nadat hij de aanvraag heeft ontvangen, aan de aanvrager een besluit over de aanvraag mede te delen. In de bepalingen die voor de tenuitvoerlegging van deze richtlijn worden aangenomen, mogen de lidstaten deze termijn tot vier maanden verlengen in objectief gerechtvaardigde gevallen die specifiek in die bepalingen worden omschreven. Met name in het geval van een procedure van openbare aanbesteding mogen de lidstaten deze termijn met maximaal vier maanden verlengen. Deze termijnen doen geen afbreuk aan eventuele internationale overeenkomsten betreffende internationale frequentie- en satellietcoördinatie."

.../...

Artikel 6

Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te stellen :

"Art. 6. In de bijlage bij hetzelfde besluit wordt een onderdeel 9 ingevoegd, luidende :".

Artikel 9

Er behoort in algemene bewoordingen te worden vermeld aan welke minister de uitvoeringsbepaling machtiging verleent. Dat artikel dient bijgevolg te worden gesteld als volgt :

"Onze Minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.".

SLOTOPMERKINGEN

In artikel 2, lid 4, van de voornoemde richtlijn 90/388/EG van de Commissie, d.d. 28 juni 1990, wordt eveneens gesteld dat "de Lid-Staten (...) de Commissie de criteria mede(delen), waarop de vergunnings-, algemene goedkeurings- en aanmeldingsprocedures zijn gebaseerd, alsmede van de daaraan verbonden voorwaarden.".

.../...

Men behoort erop toe te zien dat men zich gedraagt naar deze bepaling van de richtlijn wanneer de definitieve tekst zal zijn goedgekeurd.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is door de band genomen onzorgvuldig gesteld. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen en ongerekend de eerder in dit advies in dat verband gemaakte aantekeningen, worden hierna ten overvloede enige opmerkingen gemaakt.

Artikel 3

Ontworpen artikel 6bis

In paragraaf 1 schrijve men "zoveel mogelijk" in plaats van "in de mate van het mogelijke".

In paragraaf 3 schrijve men : "Indien een antennesite niet de eigendom is ...".

In paragraaf 4, eerste lid, schrijve men : "Operatoren, eigenaars van een antennesite, mogen niet weigeren te onderhandelen over het sluiten van een akkoord met andere operatoren, opdat dezen hun eigen antennes op de bestaande steun kunnen bevestigen. Deze verplichting tot gedeeld gebruik geldt ook voor lokalen die verband houden met de antennesite, voor zover de beschikbare gebouwen het mogelijk maken apparatuur van verschillende operatoren in afzonderlijke lokalen te installeren."

.../...

In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men "evenwichtig" in plaats van "proportioneel".

Artikel 5

Ontworpen artikel 31sexies

In de eerste zin schrijve men "opgebruikt" in plaats van het gallicisme "uitgeput". In de tweede zin schrijve men "In voorkomend geval" in plaats van "In gebeurlijk geval", welke wending niet gangbaar is.

Artikel 7

In de eerste zin behoort te worden geschreven :

"Art. 7. De gedetailleerde methode voor het rangschikken van de aanvragen alsook het gewicht dat wordt toegekend aan de criteria ... worden door de minister bepaald ... Instituut.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseur de la
section de législation,
assessor van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN